

---

**NOUVELLES SUR LE COTON – 25 juin 2007**

**Le G4, « utile mais pas indispensable »**

---

Le G4 est « utile mais pas indispensable ». C'est, en résumé, par ces quelques mots que le Directeur général de l'OMC Pascal Lamy a pris acte de l'échec des pourparlers entre les quatre grands (Etats-Unis, Union européenne, Brésil et Inde) le jeudi 21 juin, soit plus de 24 heures avant la fin présumée des discussions. Selon la Commissaire européenne à l'Agriculture, Marianne Fischer-Boel, la clôture prématurée du G4 traduit « une opportunité historique manquée ». Si l'échec du G4 est manifeste et si l'optimisme n'est plus guère de mise, personne ou presque ne condamne définitivement Doha. Les cartes sont maintenant quasi exclusivement entre les mains de Genève.

**La faute à qui ?**

Alors que quelques comptes-rendus des premières heures de négociation à Potsdam faisaient état de certaines avancées, personne n'avait pronostiqué l'arrêt anticipé des discussions du G4. Très vite, l'Inde, jugée intransigeante et inflexible sur l'AMNA et dans les services, a été montrée du doigt. Le Brésil, réputé plus souple dans ses positions, a suivi l'Inde, plus par solidarité que par conviction, semble-t-il. Les Brésiliens rejettent la faute sur les Etats-Unis, considérant les offres de ces derniers insuffisantes en matière de réduction du soutien interne. Globalement, c'est l'absence de convergence entre les Quatre dans le soutien interne pour l'agriculture, l'accès aux marchés dans l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, qui est le véritable fossoyeur des travaux du G4.

**Retour à Genève**

Dans son communiqué de jeudi dernier, Pascal Lamy a fait preuve d'habileté en différenciant subtilement « utile » et « indispensable » pour qualifier le rôle du G4. Par là même, il en profite pour re-légitimer la place de Genève dans les négociations multilatérales. Il a redonné aux autres Etats membres toute leur importance et a réaffirmé l'autorité des présidents des comités de négociation. Il est intéressant de noter qu'une fois le G4 échoué, la majorité de ses acteurs ont pris le chemin de Genève pour voir si une ultime chance pouvait être donnée au processus multilatéral. Sur ce sujet, les Européens sont apparus moins optimistes que les Américains.

Pascal Lamy a présidé une session du Comité de négociations commerciales vendredi 22 après midi, au cours de laquelle il a réaffirmé que « la cible n'avait pas changé » et que les représentants du G4, malgré leur échec, avaient réaffirmé leur volonté de voir se concrétiser le Cycle de Doha. Lamy a une nouvelle fois replacé Genève au centre du processus et a exhorté l'ensemble des membres à se souvenir que ces négociations étaient à eux et pour eux. Chacun d'entre eux est invité à prendre ses responsabilités et à participer au succès de Doha. Lamy fonde son optimisme relatif sur le fait que les chiffres qui ont circulé ces derniers jours lui semblent déjà plus consensuels que ceux de l'année dernière. Toutefois, il s'est refusé à poser des dates butoir dans le processus.

### **Diviser pour mieux régner ?**

Il est rare de voir les Etats-Unis et l'Union européenne, habités aux accusations réciproques, de s'unir pour faire porter la responsabilité d'un échec à d'autres. En rejetant la faute sur le Brésil et l'Inde, les pays développés cherchent sans doute à pousser les pays en développement à réagir. En effet, les petits pays en développement sont plus dépendants du système multilatéral et ont plus à perdre de l'échec de Doha que les grands pays émergents. Les Etats-Unis et l'UE, en insistant sur la re-multilatéralisation du processus, espèrent voir les pays en développement mettre la pression sur les pays émergents, au risque (ou au bénéfice) de voir l'ensemble des pays en développement se diviser dans la négociation. Un groupe de pays d'Asie et d'Amérique latine (Chili, Colombie, Costa Rica, Hong Kong, Mexique, Pérou, Singapour et la Thaïlande) a d'ailleurs proposé ce lundi un « centre de gravité » pour la libéralisation du commerce des

produits manufacturés, ce qui tend à prouver que ces pays prennent leur distance par rapport à l'Inde et au Brésil.

### **Un joker chinois ?**

A ce stade, il semble difficile de prédire si le G4 reprendra ses pourparlers. Une autre option peu probable est pour tant mentionnée dans certaines analyses : peut-on envisager une modification de la configuration du G4 ? Cette option viserait à inclure la Chine dans les négociations, Chine qui s'est bien gardée de s'impliquer dans les négociations mais qui, selon les Américains, ne fait pas trembler que les pays développés. Il se pourrait que c'est par crainte de se voir envahis de produits chinois que de nombreux pays émergents et en développement refuseraient en fait la baisse de leurs barrières tarifaires pour les produits manufacturés. Les Etats-Unis ont formellement invité la Chine à s'investir davantage dans les négociations afin de pouvoir conclure le Cycle de Doha. Madame Schwab est allée jusqu'à demander que la Chine fournisse des assurances aux pays en développement que leurs marchés ne seront pas envahis de produits chinois, demande qui peu apparaître comme contradictoire avec les principes mêmes de l'OMC.

### **La problématique américaine**

L'administration américaine compte toujours sur le renouvellement de la Trade Promotion Authority par le Congrès. A Genève, où l'on n'a jusqu'à maintenant pas attendu cela pour négocier, il pourrait maintenant devenir difficile d'avancer sans quelques assurances sur le sujet. La TPA, qui expire à la fin de cette semaine, ne semble pas en voie d'être renouvelée ces prochains jours. Selon le Secrétaire au Commerce Gutierrez, la situation est même « plus critique que jamais » ; il craint que sans la TPA, les Etats-Unis ne soient laissés sur le bord de la route. De nombreux Congressmen ont exprimé leur soutien à Madame Schwab qui a selon eux, eu le courage de ne pas accepter un mauvais accord. Max Baucus, président du comité des finances du Sénat a réaffirmé qu'il ne soutiendrait pas un accord qui ne « fournit pas un accès au marché significatif » aux exportateurs américains. Pour le Sénateur Grassley, « pas d'accord sur l'accès aux marchés signifie pas d'accord du tout ». Pour le Président du comité

de l'Agriculture du Sénat, Tom Harkin, les efforts américains en termes de soutien interne n'ont pas été contrebalancés par des propositions suffisantes dans l'accès aux marchés. Tous ont rejeté la faute sur l'Inde et le Brésil. Oxfam en revanche, ne s'est pas privé de critiquer le manque d'efforts des Américains pour baisser le soutien interne, rénover la Farm bill et la rendre plus compatible avec les règles de l'OMC.

Si les réactions américaines ont été nombreuses, les Européens se sont montrés plus discrets. A part les Commissaires Mandelson et Fischer-Boel, qui ont exprimé leur déception et rappelé les efforts de l'UE, les chefs d'Etat étaient réunis jeudi et vendredi dernier à Bruxelles pour tenter de relancer la construction européenne et pleinement investis dans cette mission. L'état des négociations à l'OMC n'apparaît pas dans la déclaration finale du Conseil européen des 22 et 23 juin. En revanche, les ministres européens de l'économie devaient se retrouver lundi 25 juin au Luxembourg pour discuter de la situation.

### **Conclusion : « un petit accord mieux que rien du tout » ?**

C'est en tout cas ce que bon nombre d'analystes économistes semblent penser. Un échec de Doha aura certainement des conséquences néfastes, à la fois en ce qui concerne le commerce international et l'institution qui le régit. L'absence d'accord bloquerait les réductions tarifaires globales et engendrerait de nombreuses négociations bilatérales. La superposition de règles multilatérales et d'accords bilatéraux alourdira sans aucun doute le système. L'OMC, en tant qu'institution, souffrira aussi d'un échec. Son rôle de régulateur pourrait être remis en cause et elle pourrait se voir reléguée au simple rang d'arbitre des différends commerciaux pendant de longues années. De plus, l'absence d'accord signifierait l'échec de ses ambitions en matière de développement et de sa volonté à faire une plus grande place aux pays en développement à l'intérieur du système. Pour le coton, le défi sera maintenant de conserver l'ambition de son traitement dans un accord global qui sera probablement revu à la baisse. Il reste maintenant à attendre la sortie des textes des présidents Falconer et Stephenson et la réaction des pays membres.

IDEAS Centre offre des services de conseils de politique générale aux gouvernements des pays en développement et en transition dans les domaines du commerce international, du développement et de la gouvernance économique. IDEAS Centre aide les pays à faibles revenus à défendre leurs intérêts commerciaux et ainsi à mettre à profit leur appartenance à l'OMC d'une manière favorable à leur développement.

Nos précédents bulletins sont accessibles sur notre site: [www.ideascentre.ch](http://www.ideascentre.ch)

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse  
T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41